



Global
Energy
Outlook
Forum

LES ÉTATS-UNIS ET L'ORDRE ÉNERGÉTIQUE MONDIAL :

politiques, risques
et leadership



Casey Merriman
Responsable des Amériques,
Energy Intelligence

Abhi Rajendran
Directeur de la recherche sur les marchés pétroliers,
Energy Intelligence

Ian Nathan
Directeur de la recherche sur le gaz et le GNL,
Energy Intelligence

Les États-Unis et l'ordre énergétique mondial : politiques, risques et leadership

Septembre 2026

Casey Merriman

Responsable des Amériques, Energy Intelligence

Abhi Rajendran

Directeur de la recherche sur les marchés pétroliers, Energy Intelligence

Ian Nathan

Directeur de la recherche sur le gaz et le GNL, Energy Intelligence

Remerciements

L'Accélérateur de transition et l'Institut de l'énergie Trottier tiennent à remercier leur bailleur de fonds, la Fondation familiale Trottier. Sans leur soutien et leurs encouragements, ce travail n'aurait pas pu voir le jour.



Pour citer ce document :

Merriman, C., Rajendran, A. and Nathan, I. (2026). Les États-Unis et l'ordre énergétique mondial : politiques, risques et leadership, L'Accélérateur de transition et Institut de l'énergie Trottier

Ce document est disponible à l'adresse :

iet.polymtl.ca/en/publications/rapport/global-energy-outlook-forum

accelerateurdetransition.ca/rapports/les-etats-unis-et-lordre-energetique-mondial

Avertissement :

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteur-e-s.
Ce document a été traduit de l'anglais avec l'aide d'une IA avant de faire l'objet d'une révision.

Contact presse :

communications@transitionaccelerator.ca | iet@polymtl.ca

Adresse postale :

- L'Accélérateur de transition, 2600, 144^e Ave SW, Calgary AB T2P 3NP
- Institut de l'énergie Trottier, C.P. 6079, succ. Centre-ville, Montréal QC H3C 3A7

Copyright ©2026 L'Accélérateur de transition et l'Institut de l'énergie Trottier. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite de quelque manière que ce soit sans autorisation écrite, sauf dans le cas de brefs extraits pouvant être cités dans des articles critiques et des revues.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	2
Introduction	3
Comment les États-Unis définissent-ils leur rôle énergétique mondial?	4
Production américaine de pétrole et de gaz : dynamiques du marché contre dynamiques politiques	6
Objectifs de la politique énergétique sous Trump	7
Pic de demande et risque d'actifs immobilisés	11
Diversification énergétique : dynamique du marché contre politiques	14
Perspectives	17
Conclusion	18
Liste d'abréviations	19

RÉSUMÉ

En cette seconde moitié de la décennie, les États-Unis sont le premier producteur mondial de gaz naturel, de pétrole brut et d'hydrocarbures liquides, mais ils en sont aussi le premier consommateur, ce qui leur confère une position unique alors qu'ils réfléchissent à l'avenir de l'énergie et à leur place dans l'ordre énergétique mondial. Les administrations récentes ont cherché à tirer parti de cette souveraineté énergétique relative de plusieurs façons : l'administration Biden en s'efforçant d'étendre son leadership à la politique industrielle sur les technologies propres et à la coopération internationale en matière de climat ; l'administration Trump en misant sur les combustibles fossiles dans un horizon où la capacité d'exportation est considérée comme un levier géopolitique. Dans ce contexte, la sécurité énergétique nationale n'a plus la même importance dans l'architecture politique qu'avant la production record permise par la révolution du schiste. Toutefois, des prix élevés sont un boulet pour n'importe quel parti politique.

Le présent rapport s'appuie sur l'analyse d'Energy Intelligence pour aborder six questions : (1) comment les États-Unis perçoivent leur rôle dans l'ordre énergétique mondial ; (2) comment les objectifs politiques et la stratégie ont évolué d'une administration à l'autre à l'ère de la souveraineté énergétique des États-Unis ; (3) comment les considérations climatiques et l'abordabilité influencent les politiques ; (4) dans quelle mesure le pic de la demande et le risque lié aux actifs échoués constituent des préoccupations ; (5) comment la diversification énergétique évolue indépendamment des politiques ; et (6) quelle est l'importance réelle d'un changement d'administration puisque les États-Unis n'exercent aucun contrôle centralisé sur la production.

Voici nos principales conclusions :

- Les administrations américaines modifient les outils (la politique d'octroi de permis, la conception des incitatifs fiscaux, la politique commerciale et la diplomatie internationale) bien plus qu'elles n'influent sur la trajectoire de l'approvisionnement énergétique, notamment en pétrole et en gaz, mais aussi, de plus en plus, en énergie solaire.
- Les États-Unis ne sont pas exposés aux mêmes risques économiques existentiels que les pays exportateurs de pétrole et de gaz aux activités moins diversifiées en cas de changement de la demande mondiale, ce qui atténue les préoccupations concernant leur vitalité économique et leur leadership à long terme. Parallèlement, par-delà des clivages politiques, les exigences d'accessibilité financière constituent un soutien à la production de pétrole et de gaz, la lutte contre les changements climatiques étant menée en parallèle avec elle plutôt qu'à son détriment.
- Bien que le développement de technologies climatiques bénéficie d'un soutien bipartisan, dans le cadre d'une politique industrielle visant à renforcer la compétitivité internationale, notamment face à la Chine, la polarisation croissante de la scène politique fait que les républicains défendent un programme « America First » fondé sur les capacités existantes en matière de pétrole et de gaz, plutôt que sur le développement d'un portefeuille énergétique diversifié.

INTRODUCTION

Les États-Unis sont le premier producteur mondial de pétrole et de gaz naturel, grâce à des sources d'approvisionnement parmi les moins coûteuses — et donc plus résilientes et favorables à l'économie nationale. C'est également une démocratie, dont les politiques changent, parfois radicalement, avec chaque administration. Le présent rapport examine comment ces deux caractéristiques interagissent : comment Washington conçoit son rôle de premier producteur dans un ordre énergétique mondial en évolution, en quoi son discours a varié entre les récentes administrations et dans quelle mesure tout cela influence l'offre. Ce rapport s'appuie sur les reportages, recherches et analyses d'Energy Intelligence issus de sources primaires, y compris son cadre exclusif d'évaluation des risques politiques et ses prévisions détaillées pour les États-Unis et le monde entier pour l'ensemble du secteur énergétique.

Les États-Unis sont le premier producteur mondial de pétrole et de gaz naturel, grâce à des sources d'approvisionnement parmi les moins coûteuses — et donc plus résilientes et favorables à l'économie nationale. C'est également une démocratie, dont les politiques changent, parfois radicalement, avec chaque administration.

Comment les États-Unis définissent-ils leur rôle énergétique mondial ?

On ne saurait trop insister sur l'importance de la révolution du schiste pour le rôle énergétique des États-Unis. Avant elle, les États-Unis étaient une nation consommatrice, et la plus vorace du monde, dépendante des importations, ce qui posait des problèmes de sécurité énergétique qui orientaient la politique intérieure et étrangère. La participation de longue date des États-Unis à l'architecture de sécurité du Moyen-Orient trouvait son origine dans la nécessité de garantir cet approvisionnement, tandis que les raffineurs américains mettaient en place le plus grand réseau de raffineries au monde afin de maximiser leur capacité à traiter les matières premières les moins chères disponibles. Le soutien du président républicain George W. Bush à la Loi sur l'indépendance et la sécurité énergétiques (« Energy Independence and Security Act »), adoptée avant l'ère du schiste pour soutenir la production de biocarburants, témoigne également de ces réalités antérieures.

Mais la fin des années 2000 et les années 2010 ont tout changé. Les roches mères abondantes et géologiquement favorables des États-Unis ainsi que leur vaste infrastructure de services pétroliers ont permis une relance de la production. En 2018, les États-Unis étaient devenus le plus grand producteur mondial de pétrole et de gaz. Aujourd'hui, ils sont également le premier exportateur de GNL et de pétrole (pétrole brut + produits pétroliers).

Le cadre directeur actuel repose sur la « suprématie énergétique américaine » — terme privilégié par une deuxième administration Trump déterminée à tirer parti de son avantage comparatif de premier producteur mondial afin d'acquérir un levier stratégique grâce à des exportations énergétiques maximales (motivées par des considérations commerciales) à des prix abordables sur le marché intérieur. Energy Intelligence analyse cette question en partie sous l'angle de la rivalité entre grandes puissances, notamment avec la Chine et la Russie, qui façonnera la géopolitique mondiale et les systèmes énergétiques pendant des années, voire des décennies.

Les premières ébauches de cette doctrine de la « suprématie énergétique » du président Donald Trump remontent à 2017, durant son premier mandat (2017-2021), alors que les exportations occupaient une place centrale dans la diplomatie américaine et que le président faisait personnellement la promotion du gaz américain lors de ses entretiens avec des dirigeants étrangers. Il convient toutefois de noter que ce démarchage n'a débouché que sur un très petit nombre d'ententes commerciales durables ou d'achats ponctuels d'énergie américaine, en plus de ce que la dynamique du marché aurait de toute façon permis.

La deuxième administration Trump (2025-2029) déploie une politique étrangère beaucoup plus agressive, étayée par la position énergétique mieux établie des États-Unis. Ceux-ci sont en effet devenus exportateur net de pétrole (brut et produits dérivés) en 2019 et le premier au monde en valeur absolue en mars de cette même année, tandis qu'ils ont atteint la première place mondiale des exportations de GNL en 2022. Les politiques fondées sur les droits de douane et les sanctions, les négociations commerciales intransigeantes, et même l'intervention militaire, au Venezuela et en Iran, trouvent leur origine dans la sécurité énergétique relative dont jouissent désormais les États-Unis, même si les prix élevés du carburant au détail présentent des risques électoraux. Cependant, ils font toujours partie du marché du pétrole, dont les prix sont fixés à l'échelle mondiale, et dépendent encore de l'importation de certaines qualités de pétrole brut qu'ils ne peuvent produire ainsi que de produits destinés à des marchés côtiers insuffisamment reliés à des oléoducs, ce qui les empêche d'atteindre une véritable autosuffisance.

L'administration du président Joe Biden (2021-2025), intercalée entre les deux mandats de Trump, a incarné un pragmatisme conforme à l'ordre énergétique américain. Les revendications de l'aile la plus progressiste du parti démocrate, concernant par exemple l'interdiction de la fracturation hydraulique ou du forage en mer, sont restées lettre morte à cause de leurs implications économiques et financières, au moment où la demande s'envolait après la pandémie de COVID-19. Les positions se sont encore assouplies avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine (déclenchée en février 2022), car la souveraineté des États-Unis en matière de gaz naturel en a fortement atténué les répercussions sur les prix du marché intérieur.

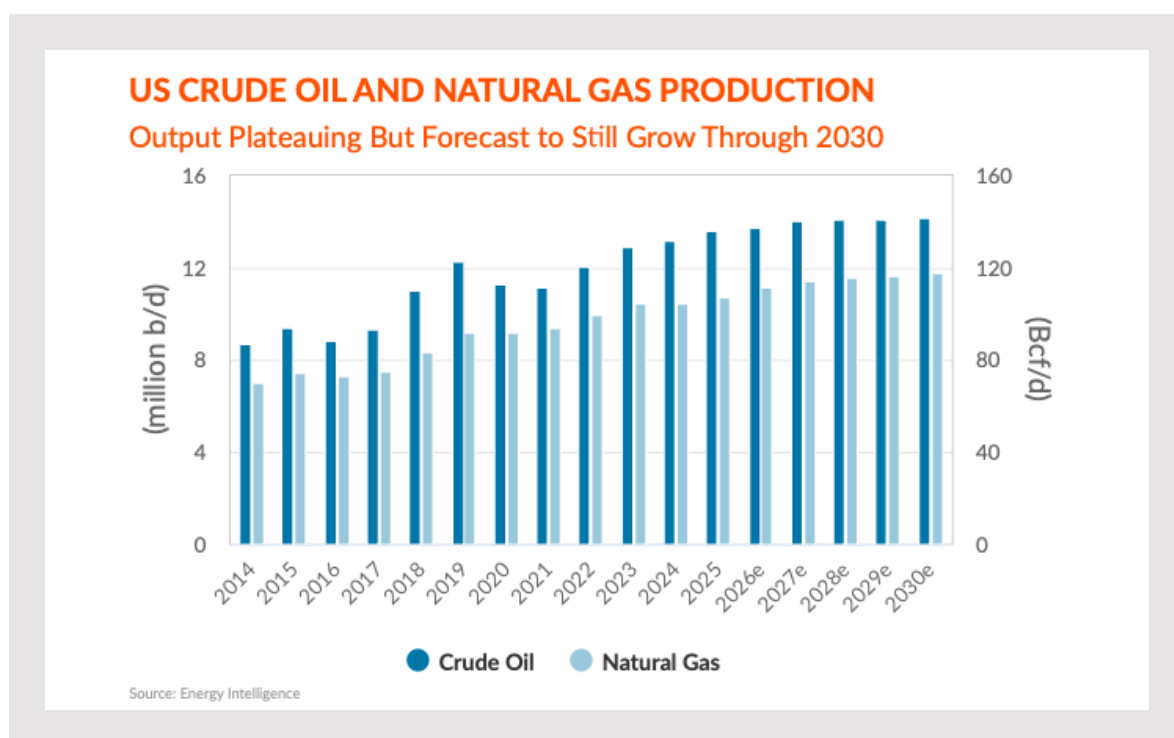
Même les efforts de « leadership » climatique des États-Unis se sont concentrés sur la promotion d'une politique énergétique « compatible » avec l'essor des hydrocarbures et sur une participation à l'action climatique internationale, plutôt que sur une réduction de la production ou de la consommation. Sous l'administration Biden, les émissions provenant du pétrole et du gaz ont fait l'objet d'une surveillance accrue et ont été soumises à des mesures réglementaires, notamment en matière de réduction et de promotion du captage de carbone, ainsi qu'à des taux de redevances fédérales plus élevés. Mais aucune de ces mesures n'a été mise en œuvre à un rythme ou à une échelle susceptible de faire dérailler la production. De plus, comme celle de Trump, l'administration Biden a imposé des droits de douane sur certains produits chinois liés aux technologies propres, notamment à hauteur de 100 % sur les véhicules électriques, démontrant ainsi qu'elle donnait la priorité à l'industrie nationale plutôt qu'à la réduction des émissions.

Production américaine de pétrole et de gaz : dynamiques du marché contre dynamiques politiques

Toutes les administrations font face à des contraintes structurelles : ainsi, les États-Unis n'ont ni société pétrolière nationale ni liens officiels avec l'OPEP+. Leur base de production comprend des dizaines d'opérateurs indépendants soumis aux forces du marché et aux fluctuations des prix. En outre, la mosaïque des droits de propriété foncière et des juridictions réglementaires met une grande partie de cette production hors de portée juridique du gouvernement fédéral (à moins d'une mesure législative radicale du Congrès passant outre la souveraineté des États).

Malgré ces contraintes, la révolution du schiste a pris son essor sous la présidence démocrate de Barack Obama (2009-2017) et a atteint des sommets historiques sous Biden, lors de la reprise postpandémique. En revanche, la production de pétrole brut stagne sous la deuxième administration Trump, compte tenu de la maturation des gisements de schiste. Indépendamment du gouvernement en place, les prévisions d'Energy Intelligence sur l'offre de pétrole ont été revues à la hausse à plusieurs reprises, y compris celles concernant des taux de production plus élevés et un plateau plus long. Les améliorations opérationnelles continues et les mesures de réduction des coûts de production ont été les principaux moteurs de cette évolution, et non pas la politique.

Les taux de croissance de la production de gaz ont quant à eux été tirés par la production associée aux gisements de pétrole, ces derniers devenant progressivement plus riches en gaz. La rentabilité des activités d'exploration et de production (E&P) axées sur le gaz détermine les fluctuations de l'offre, tandis que les infrastructures sont à la fois un catalyseur et un frein à la poursuite de la croissance.



Cela dit, il est essentiel de ne pas confondre l'influence minime des présidents américains sur l'offre nationale de pétrole et de gaz avec leur capacité à orienter le positionnement énergétique des États-Unis, en particulier lorsqu'ils ont la possibilité de définir l'ordre du jour du Congrès.

Il est essentiel de ne pas confondre l'influence minime des présidents américains sur l'offre nationale de pétrole et de gaz avec leur capacité à orienter le positionnement énergétique des États-Unis.

Programme national

La vision énergétique de Trump au cours de son deuxième mandat reflète une dynamique profonde de la politique américaine, qui a eu un impact significatif sur l'orientation du pays. Alors que le programme « America First » pourrait favoriser toutes les formes de développement énergétique et considérer les technologies propres comme un moyen de soutenir la compétitivité à long terme des États-Unis dans un paysage énergétique en mutation et de contrer la montée en puissance de la Chine, l'administration Trump (ainsi que de nombreux membres du parti républicain) l'estiment inséparable d'une position radicalement défavorable à tout agenda climatique.

Les opinions partisans selon lesquelles les énergies renouvelables seraient peu fiables, coûteuses et globalement inutiles occupent le devant de la scène, alors même que dans de nombreux États à tendance républicaine (notamment au Texas, premier producteur américain de pétrole, de gaz et d'énergie éolienne terrestre, et deuxième producteur d'énergie solaire), les énergies renouvelables ont progressé pour des raisons économiques et grâce à la disponibilité des ressources. L'accès abondant des États-Unis à du gaz naturel à bas prix a renforcé ces opinions, les consommateurs américains étant à l'abri des hausses brutales des prix de l'électricité subies notamment par l'Europe qui, elle, dépend de ses coûteuses importations de gaz naturel. Ces hausses y ont favorisé la mise en place de cadres politiques conjuguant accessibilité financière et sécurité énergétique par le recours aux énergies renouvelables. En revanche, aux États-Unis, les discours politiques attribuent généralement la hausse des prix de l'électricité aux politiques en faveur des énergies renouvelables, ce qui suscite des résistances aux obligations en la matière imposées par les États, bien que l'intelligence artificielle et les centres de données soient de plus en plus dans la ligne de mire.

Trump et les membres de son administration, menés par le secrétaire à l'Énergie Chris Wright, sont parmi les opposants les plus virulents à ce qu'ils appellent la « nouvelle arnaque verte » (« Green New Scam »), qu'ils considèrent comme nuisible à la compétitivité économique des États-Unis. C'est ce rejet des énergies renouvelables et, plus largement, de la réglementation et de la bureaucratie, qui sous-tend la position de Trump en matière d'énergie, plutôt qu'une volonté de promouvoir des politiques favorables au secteur du pétrole et du gaz. En effet, la réduction de l'inflation étant une promesse électorale essentielle de Trump, des responsables de son administration ont maintes fois vanté les avantages d'un pétrole et d'un gaz bon marché, même à des prix qui limiteraient la rentabilité de l'industrie et les taux de réinvestissement.

Plus important encore, la deuxième administration Trump a facilité le démantèlement de la Loi sur la réduction de l'inflation (IRA) de l'ère Biden, qui était auparavant considérée comme politiquement sans risque, grâce au financement de projets énergétiques et d'infrastructure dans des États à tendance aussi bien républicaine que démocrate. Le président a fait pression sur les républicains des deux chambres du Congrès pour qu'ils appuient le « One Big Beautiful Bill Act » (OBBBA), une loi comportant trop d'éléments délicats sur le plan politique pour que la plupart des républicains ne la soutiennent pas.

En matière d'énergie, cette loi a considérablement affaibli la capacité de l'IRA à accélérer le déploiement des technologies à faibles émissions de carbone (comme l'énergie solaire, l'éolien, la recharge des véhicules électriques) et le développement d'alternatives énergétiques émergentes (comme l'hydrogène), en réduisant les délais d'admissibilité, en resserrant les exigences en matière d'approvisionnement, et en réduisant ou en éliminant progressivement les crédits d'impôt. Elle a également prévu de nombreux appels d'offres pour des concessions pétrolières et gazières, bien que la participation varie grandement en fonction de la viabilité économique.

Entretemps, Trump a lancé une campagne visant à démanteler le secteur de l'éolien en mer. Ces efforts ont largement porté fruit, malgré plusieurs contestations judiciaires, car l'incertitude politique et le ciblage des projets en cours de construction a suffi à faire reculer les entreprises.

Par ailleurs, la polarisation de la scène politique a entravé les efforts de simplification et d'accélération des procédures d'autorisation, malgré le large soutien de nombreux secteurs d'activité. La lenteur de ces procédures et la lourdeur bureaucratique affectent aussi bien le secteur des hydrocarbures que celui des énergies propres, et trouvent des détracteurs des deux côtés de l'échiquier politique. Cependant, alors qu'une telle situation pourrait faciliter un compromis bipartite, plusieurs législatures n'ont pu obtenir l'appui transpartisan nécessaire, car trop d'élus refusent d'appuyer une loi qui favoriserait les intérêts de l'autre camp. Le potentiel de croissance de l'électrification aux États-Unis en est directement affecté, et ce indépendamment du locataire de la Maison-Blanche.

La polarisation de la scène politique a entravé les efforts de simplification et d'accélération des procédures d'autorisation, malgré le large soutien de nombreux secteurs d'activité. La lenteur de ces procédures et la lourdeur bureaucratique affectent aussi bien le secteur des hydrocarbures que celui des énergies propres.

Programme de politique étrangère

Alors que l'IRA et d'autres initiatives de l'ère Biden visaient à attirer des capitaux dans le secteur des technologies propres et à en stimuler le marché international, l'administration Trump a cherché à utiliser la production de pétrole et de gaz pour atteindre des objectifs politiques. Comme indiqué précédemment, ce deuxième mandat est caractérisé par une politique étrangère nettement plus agressive, reposant sur la capacité d'exportation énergétique des États-Unis et sur un positionnement plus autonome en matière d'approvisionnement, favorisé par la dynamique du marché pétrolier, qui a contribué à contenir les prix durant la première année de sa présidence.

Les accords conclus avec les partenaires des États-Unis pour réduire les droits de douane imposés par l'administration Trump comportent des engagements à acheter de l'énergie américaine afin de corriger les déséquilibres commerciaux. Cependant, il reste à déterminer quels seront au bout du compte les volumes d'achats et si ces engagements se traduiront réellement par des acquisitions supplémentaires. Par exemple, l'UE s'est engagée en juillet 2025 à acheter aux États-Unis pour 750 milliards de dollars américains (1 034 milliards de dollars canadiens) d'énergie sur trois ans (notamment du GNL, du pétrole brut et des produits pétroliers), mais l'entente est à la fois non contraignante et subordonnée à la prise de décisions fondées sur le marché par les entreprises privées. Le montant annualisé aurait représenté près de 60 % de la valeur totale des importations énergétiques mondiales de l'UE selon les chiffres de 2024, comme l'a révélé une analyse d'Energy Intelligence.

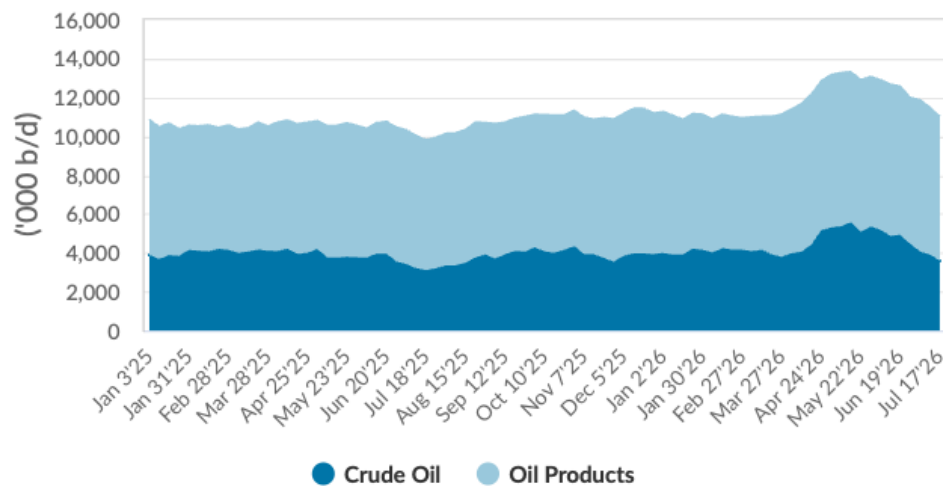
Parallèlement, Trump a à plusieurs reprises menacé d'imposer — et, dans le cas de l'Inde, brièvement mis en œuvre — des « droits de douane secondaires » à l'encontre des acheteurs de pétrole russe et iranien pour faire baisser les revenus de ces pays, imposant de fait des droits de douane sur toutes les exportations aux États-Unis du pays visé, en réplique à ses achats de pétrole.

Ces dispositions ont suscité dans la communauté internationale des inquiétudes quant au statut de partenaire commercial et d'allié fiable des États-Unis, et des questions sur les niveaux souhaitables de dépendance à l'égard des biens américains, entre autres en matière énergétique. Ce débat a été relégué au second plan par le déclenchement du conflit avec l'Iran en février 2026.

Cette guerre et les hostilités intermittentes qui ont suivi au Moyen-Orient ont bouleversé les marchés de l'énergie et mis en évidence les risques géopolitiques auxquels sont exposés le pétrole (brut, produits pétroliers et autres liquides) et le GNL, dont 20 % transitent par le détroit d'Ormuz, ce qui confère une importance décuplée aux autres sources d'approvisionnement. Les exportations américaines d'hydrocarbures ont été essentielles pour atténuer les impacts sur le marché : celles de pétrole (brut et produits) ont atteint une moyenne record de 13,3 millions de barils par jour sur quatre semaines à la mi-mai¹, soit une hausse de près de 3 millions par rapport à l'année précédente, tandis que celles de GNL ont connu des niveaux records². Bien que les sommets atteints par l'exportation de pétrole brut ne nous paraissent pas viables, puisqu'ils supposent d'importants prélèvements sur les stocks stratégiques, les États-Unis conservent une capacité de production parmi les plus élevées au monde.

US OIL EXPORTS

Vols Leap 22% Between End-Feb and Mid-May as War Squeezes Mideast Supplies



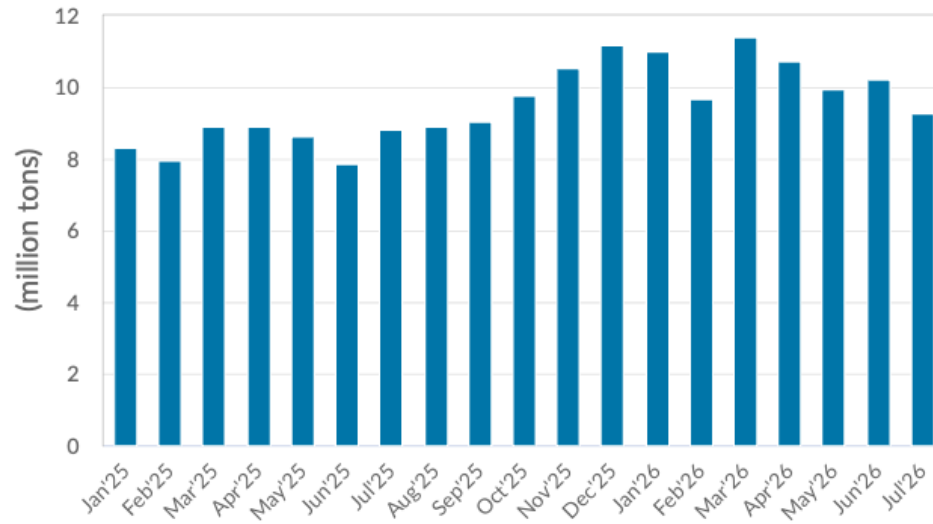
Source: Energy Intelligence, US Energy Information Administration

¹ US Energy Information Administration.

² Kpler.

US LNG EXPORTS

Record Vols in March, Continued Y-o-Y Gains on New Start-Ups



Source: Energy Intelligence, Kpler

Le conflit au Moyen-Orient s'est avéré plus long et plus dommageable pour les prix du pétrole (brut et produits) que ne l'avait prévu l'administration Trump, ce qui a parfois contraint le président à intervenir tant sur le plan rhétorique (en laissant entrevoir la paix ou une désescalade) que sur le plan pratique (notamment par des prélèvements sur les stocks stratégiques) pour tenter d'endiguer la hausse. Les manœuvres politiques internes entourant les prix du pétrole et du carburant au détail renforcent en effet l'idée que l'abordabilité de l'énergie demeure primordiale pour les administrations américaines. Quant à eux, les prix du gaz naturel restent, pour l'instant du moins, à l'abri des effets du conflit.

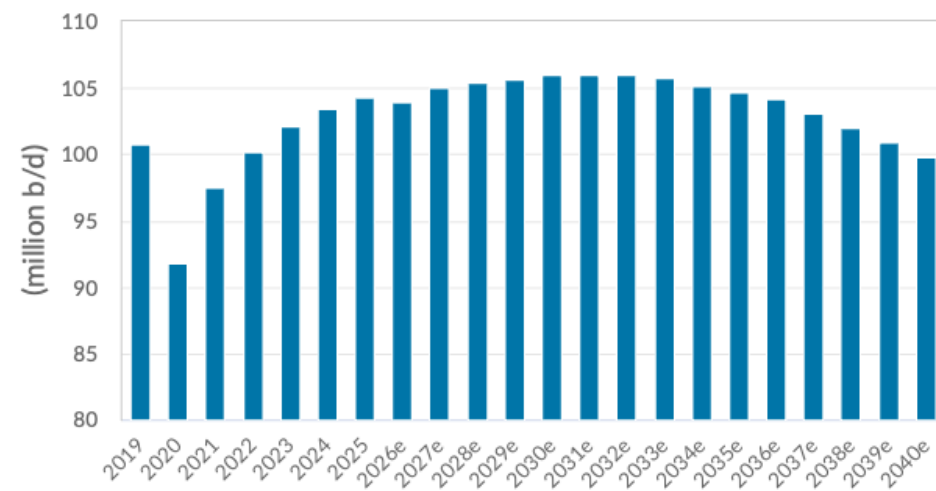
Pic de demande et risque d'actifs immobilisés

Les calculs politiques en matière d'énergie n'ont pas eu à tenir compte des préoccupations liées au pic de la demande en pétrole ou en gaz et aux risques subséquents pour l'utilisation et la valeur des infrastructures, et pour les revenus futurs. Cela découle en partie des courbes des coûts de production du pétrole et du gaz naturel aux États-Unis. Les avancées technologiques et les gains d'efficacité opérationnelle continuent en effet de permettre l'exploitation de ressources pétrolières suffisantes avec un prix du brut WTI américain dans la tranche supérieure de la soixantaine de dollars américains (90-95 \$ CA), tandis que les volumes abondants de gaz associé et les gisements de gaz riches en liquides peuvent soutenir la croissance même dans un contexte de prix inférieurs à 3 \$ US/MMBtu (4 \$ CA/GJ). Ces deux sources sont hautement compétitives, en particulier en dehors du Moyen-Orient.

Cette relative sérénité découle également de la grande souplesse du système américain, qui va des approvisionnements à cycle court, pouvant être augmentés ou réduits en quelques mois, au recours au marché au comptant et à des contrats d'achat à destination flexible (dans le cas du GNL), capables de s'adapter facilement aux conditions du marché et aux besoins des pays consommateurs.

GLOBAL OIL DEMAND

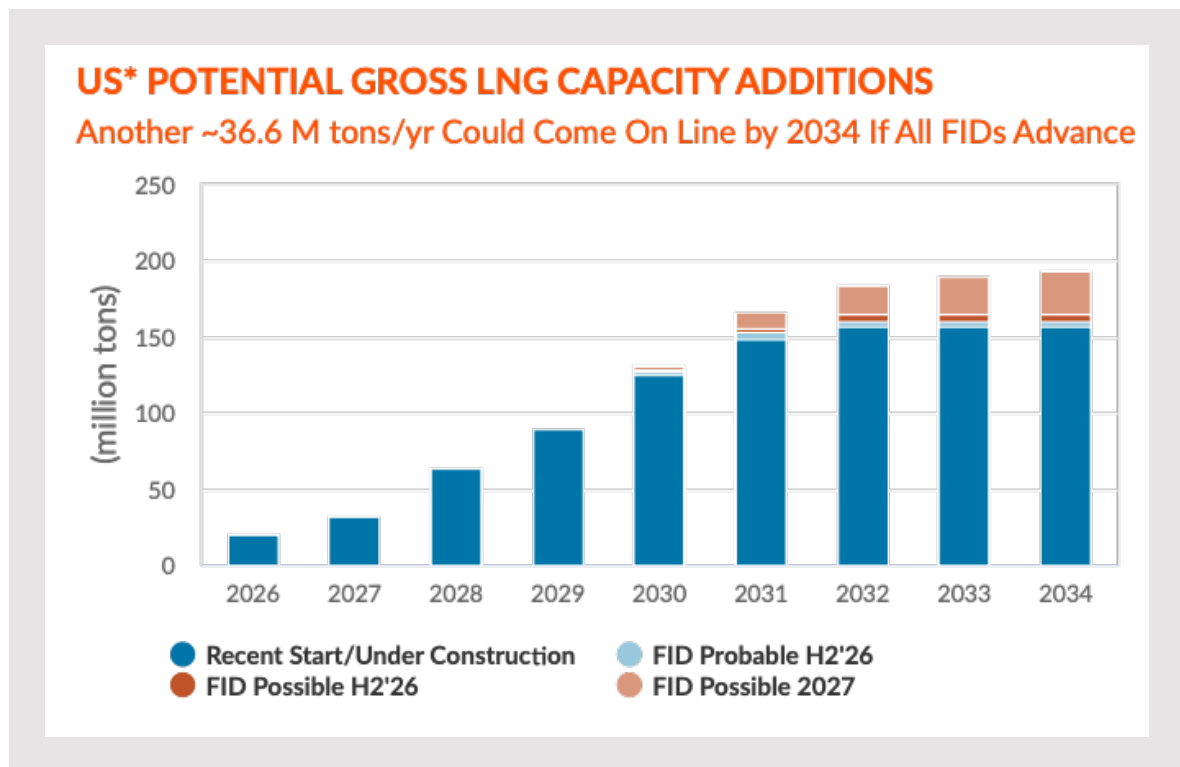
Energy Intelligence Sees Demand Peaking ~2030, Gradual Declines From 2033



Source: Energy Intelligence

Deux facteurs économiques expliquent également cette absence de préoccupation majeure. Le premier est la nature privée du développement des secteurs en amont, intermédiaire et en aval (exportation) aux États-Unis, qui évite aux contribuables (et aux politiciens) d'assumer les pertes liées à des capacités inutilisées ou sous-utilisées. L'évolution de la capacité d'importation de GNL aux États-Unis en est un bon exemple. Les données fédérales américaines montrent qu'une capacité d'importation supérieure à 17,6 Bcf/d (environ 18,6 PJ/j) avait été aménagée³ avant que la révolution du schiste ne bouleverse l'approvisionnement du pays ; ainsi, les importations réelles n'ont jamais dépassé 3,3 Bcf/d⁴ (soit environ 3,5 PJ/j). L'autre facteur est la nature diversifiée de l'économie américaine : le secteur du pétrole et du gaz ne représente qu'environ 2 % du PIB des États-Unis⁵, contre 4 % pour le Canada⁶, 20 % pour la Russie⁷, 30 % pour les Émirats arabes unis⁸ et 60 % pour la Libye⁹.

Les analyses d'Energy Intelligence prévoient un pic de la demande de pétrole au début des années 2030, suivi d'un déclin progressif. L'offre américaine demeurera cruciale, même lorsque la courbe de la demande s'inversera. Pour sa part, la demande de gaz et de GNL devrait connaître une croissance plus durable et les États-Unis contribueront à y répondre grâce à l'expansion de leur capacité de liquéfaction jusque dans les années 2030. La demande de gaz américain reste élevée en raison d'investissements étrangers continus et de l'intégration en amont dans ses chaînes d'approvisionnement en gaz, en GNL et en électricité.



³ US Federal Energy Regulatory Commission

⁴ US Energy Information Administration

⁵ American Exploration & Production Council

⁶ Canadian Association of Petroleum Producers

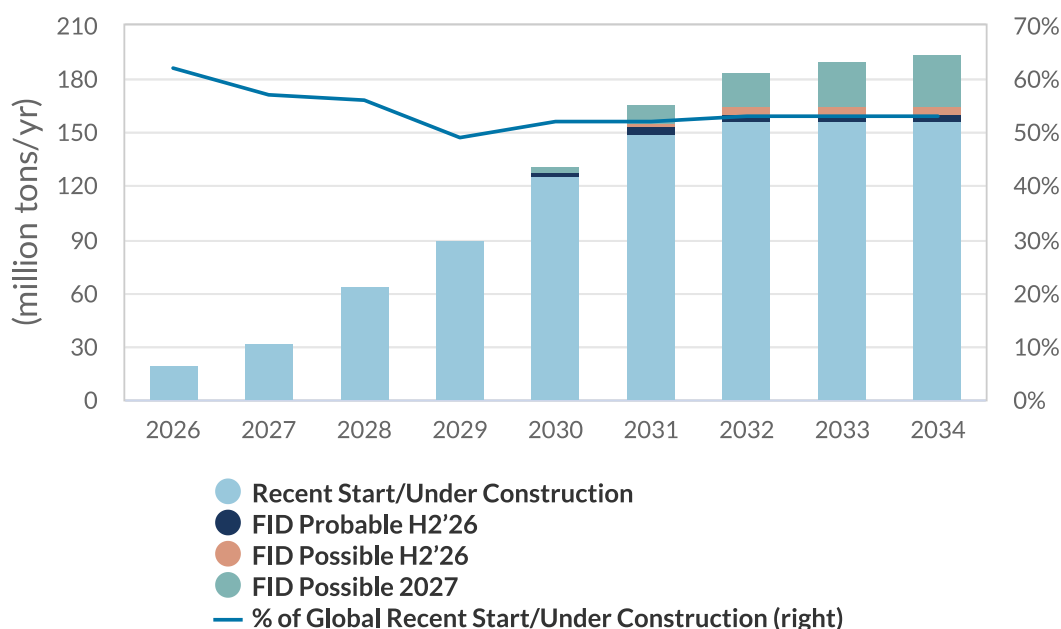
⁷ Oxford Institute of Energy Studies

⁸ US International Trade Administration

⁹ Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Allemagne).

Il convient de remarquer qu'Energy Intelligence suivra de près les ajustements à apporter à ces courbes de demande en raison de la crise au Moyen-Orient, alors que nombre de pays réfléchissent à la manière de donner la priorité à leur approvisionnement énergétique national et à leur diversification. Cela dit, les avantages susmentionnés des États-Unis devraient soutenir la demande pour leurs ressources, même dans un scénario de baisse globale — la demande intérieure s'avérant également solide à long terme compte tenu des facteurs inhérents à la sécurité énergétique.

US* POTENTIAL GROSS LNG CAPACITY ADDITIONS



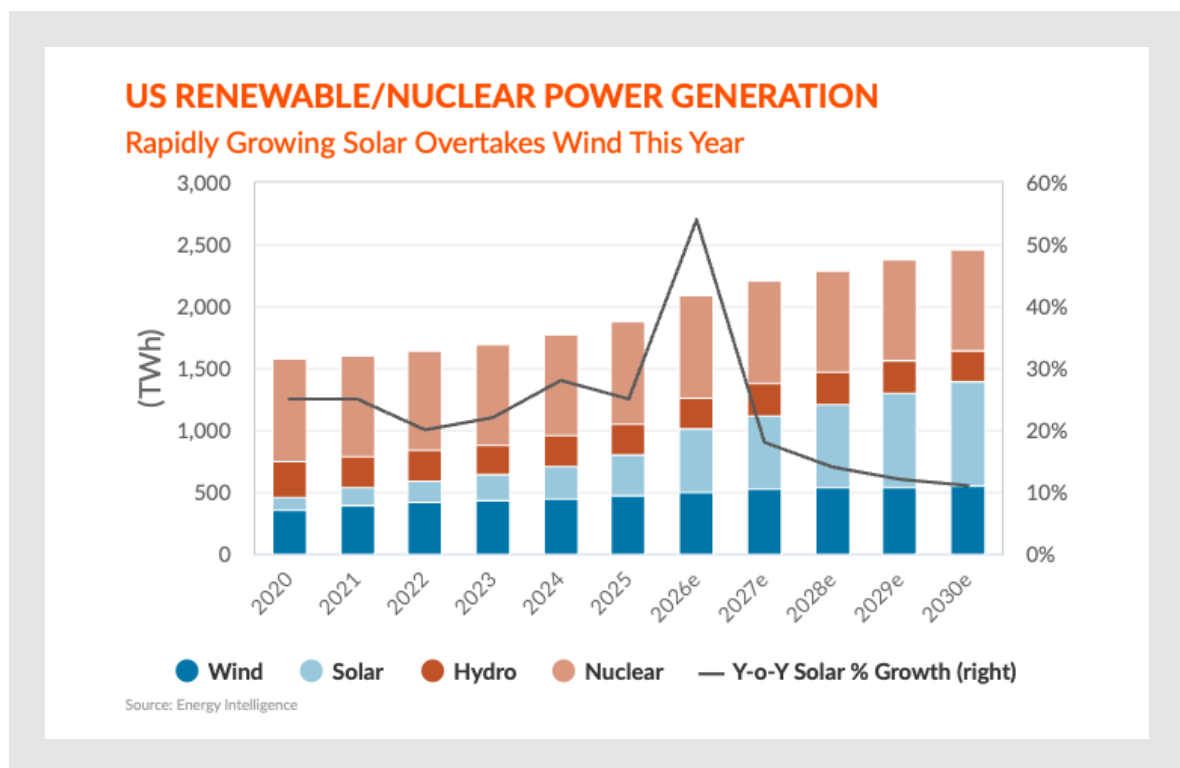
*Mexico uses US gas to feed liquefaction. Capacity operational by year's end. Additional capacity in early development stages. Source: Energy Intelligence

Diversification énergétique : dynamique du marché contre politiques

Les mécanismes politiques fédéraux qui accéléraient le déploiement des technologies propres étant désormais mis de côté, les avancées technologiques (en particulier celles qui favorisent la réduction des coûts) et les tendances de consommation joueront un rôle croissant dans la diversification énergétique des États-Unis. Il est essentiel de noter que, malgré les innombrables obstacles auxquels le secteur fait face sous l'administration Trump, les capitaux privés — motivés par la rentabilité de plus en plus convaincante de l'énergie solaire, la demande en électricité liée à l'IA et aux centres de données, ainsi que la tendance générale à l'électrification — continuent de stimuler la croissance des énergies renouvelables, comme le montrent les chiffres d'Energy Intelligence.

Les capitaux privés — motivés par la rentabilité de plus en plus convaincante de l'énergie solaire, la demande en électricité liée à l'IA et aux centres de données, ainsi que la tendance générale à l'électrification — continuent de stimuler la croissance des énergies renouvelables.

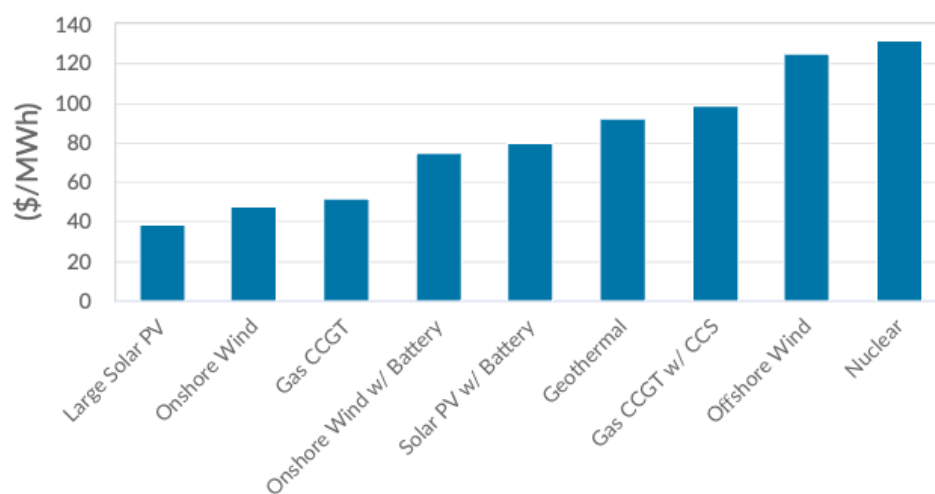
Nos dernières prévisions indiquent que la production d'électricité solaire dépassera celle de l'éolien cette année, avec une augmentation annuelle de plus de 50 %, et atteindra près de 292 GW. Même si les taux devraient ralentir à partir de 2026, la croissance annuelle à deux chiffres anticipée jusqu'à la fin de la décennie permettra un triplement de la capacité solaire américaine entre 2024 et 2030.



L'adoption des énergies renouvelables est en outre favorisée par leur compétitivité en termes de coûts, qui ne cesse de s'améliorer, y compris par rapport à la production d'électricité à partir de gaz, peu coûteuse aux États-Unis. Notre modèle exclusif de coût actualisé de l'énergie, mis à jour en juillet, montre que le solaire photovoltaïque et l'éolien terrestre offrent, pour la première fois cette année, une capacité de production d'électricité moins chère que les turbines à gaz à cycle combiné (CC). Le franchissement de ce jalon n'était pas prévu avant 2030 pour le solaire et au début des années 2030 pour l'éolien terrestre. Parallèlement, la baisse rapide du coût des batteries réduit l'écart de prix entre les systèmes solaires photovoltaïques avec batteries et les CC : en 2025, les premiers coûtaient deux fois plus cher ; aujourd'hui, notre dernier modèle montre que l'écart de prix est tombé à près de 50 %.

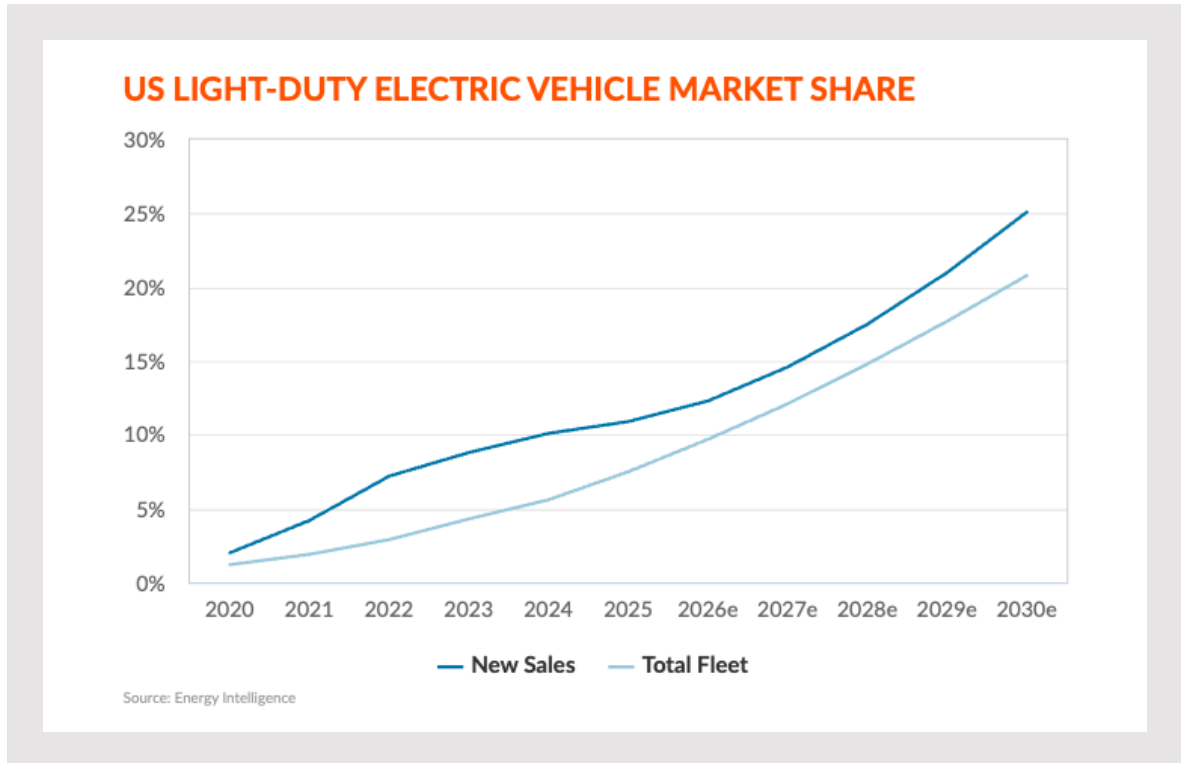
US NEWBUILD POWER GENERATION LCOE*

Solar PV, Onshore Wind Costs Now Below Gas CCGT Even in Low-Cost US



*Levelized Cost of Energy. Source: Energy Intelligence

Par ailleurs, la croissance des ventes de VE aux États-Unis, ralentie par l'expiration des crédits d'impôt fédéraux, devrait reprendre à mesure que la compétitivité de leur coût s'améliore, que l'autonomie des batteries augmente et que les consommateurs sont plus à l'aise avec les options qu'ils offrent. Selon le scénario de référence d'Energy Intelligence, la part des véhicules électriques dans les ventes de véhicules légers aux États-Unis devrait passer de 10,9% en 2025 à plus de 25% en 2030, portant ainsi la part des véhicules électriques dans le parc total de véhicules légers à 21% à la fin de la décennie.



Avec Donald Trump à la Maison-Blanche jusqu'en janvier 2029 et les démocrates en passe d'obtenir, au mieux, une majorité simple au Congrès lors des élections de mi-mandat, il ne faut pas s'attendre à ce que la politique énergétique américaine connaisse un revirement significatif avant la fin de la décennie. Même si les démocrates obtenaient au Congrès une majorité suffisante pour passer outre un veto, le rétablissement des objectifs en matière d'énergie propre et de la politique industrielle axée sur les technologies vertes n'est pas une priorité à court terme. Ce sont plutôt les questions d'accessibilité financière et les pressions inflationnistes sur les consommateurs qui guideront les décisions électorales, y compris dans les élections locales et provinciales, où la hausse du prix de l'électricité occupe déjà une place prépondérante. La résistance populaire contre les centres de données pourrait quant à elle ralentir le rythme de croissance de la consommation d'électricité aux États-Unis au cours des prochaines années.

Ce sont plutôt les questions d'accessibilité financière et les pressions inflationnistes sur les consommateurs qui guideront les décisions électorales.

Parallèlement, le démantèlement de l'IRA a réactivé les risques politiques pesant même sur les efforts législatifs les moins ambitieux, accordant ainsi davantage d'importance aux facteurs technologiques et économiques dans l'évolution du mix énergétique américain, au moins jusqu'à la fin de cette décennie.

Sur la scène internationale, le retrait des États-Unis de l'accord-cadre de Paris sur le climat, décidé par Donald Trump, éloignera davantage les États-Unis d'un leadership en matière de climat et des cadres d'engagement qui facilitent l'adoption de politiques concrètes de réduction des émissions, ce qui aura des répercussions sur le secteur de l'énergie.

Cadres juridiques

Un aspect souvent négligé mais crucial pour l'action politique en matière d'énergie et de technologies climatiques est le rôle des tribunaux américains. Tant Joe Biden (suspension des autorisations de GNL, suspension des baux fédéraux pour le pétrole et le gaz, retrait des terres fédérales en mer des futures ventes de baux) que Donald Trump (cadre tarifaire initial, remise en question de projets éoliens en mer en développement) se sont heurtés à des difficultés pour mettre en œuvre certaines initiatives politiques en raison de contestations judiciaires ciblées. Mais ce qui revêt une importance bien plus grande pour l'architecture globale d'élaboration des politiques fédérales, c'est un arrêt historique rendu par la Cour suprême des États-Unis en 2024, qui a fondamentalement modifié la manière dont les organes exécutifs (dont les ministères de l'Énergie et de l'Intérieur) peuvent interpréter les lois adoptées par le Congrès.

À la suite de cette décision, les pouvoirs des organes exécutifs sont limités à ce qui est explicitement prévu dans la législation. Bien que l'administration Trump s'en soit servi pour annuler certaines interprétations antérieures qui sous-tendaient d'importantes mesures en matière d'émissions, de climat et d'environnement, elle l'empêche également (de même toute administration future) d'utiliser les organes exécutifs pour faire avancer les objectifs présidentiels sans une action concomitante du Congrès.

CONCLUSION

Le rôle énergétique des États-Unis dépend de deux dynamiques qui se chevauchent et évoluent à des rythmes différents. La première est politique et évolue rapidement : la « suprématie énergétique » de Trump, axée sur les combustibles fossiles, remplace une politique industrielle favorable au climat, tandis qu'un éventail croissant d'outils politiques (commerce, sanctions, planification des infrastructures d'IA) s'insère dans le tissu complexe que constitue la politique énergétique américaine. La seconde est d'ordre physique et évolue lentement : une base d'approvisionnement en pétrole, en gaz et en électricité renouvelable qui devrait s'étendre, au moins au cours des prochaines années, mais qui s'alignera sur la demande et les forces du marché. Il est peu probable que des changements majeurs se produisent dans la dynamique politique, du moins jusqu'à la fin de la décennie.

Bien que cette liste ne soit pas exhaustive, Energy Intelligence considère les facteurs suivants comme des éléments clés à surveiller pour mieux cerner la trajectoire des États-Unis dans l'ordre énergétique mondial :

- l'évolution de la production pétrolière américaine compte tenu de la maturité de l'industrie du schiste, le prix du pétrole brut étant la variable dominante;
- l'appétit du marché pour de nouveaux projets américains de GNL;
- les relations et la concurrence entre les États-Unis et la Chine, qui pourraient entraîner des changements dans la politique industrielle et commerciale américaine, avec des répercussions sur le mix énergétique et les flux d'énergie;
- l'impact de la crise au Moyen-Orient sur les tendances de consommation aux États-Unis (notamment l'adoption des véhicules hybrides et électriques) et la dynamique de la concurrence avec d'autres grands producteurs, si les marchés d'exportation devaient devenir de plus en plus concurrentiels dans un contexte de demande plus faible que prévu à long terme;
- la potentielle accélération des taux de croissance de la capacité de production solaire, la parité du coût de l'électricité (LCOE) ayant été atteinte;
- les tendances en matière d'adoption des véhicules électriques lorsque des modèles à moindre coût domineront le marché américain, qui reste pour l'instant largement orienté vers le segment de luxe;
- les percées technologiques et les réductions de coûts dans le domaine des batteries, qui pourraient accélérer l'adoption des énergies renouvelables comme solution viable pour la production d'électricité de base.

LISTE D'ABRÉVIATIONS

ABRÉVIATION	DÉFINITION
Bcf/d	Milliard de pieds cubes par jour
GJ	Gigajoule
GNL	Gaz naturel liquéfié
GW	Gigawatt
IRA	Inflation Reduction Act
MMBtu	Million British thermal unit
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PJ/j	Pétajoule par jour
VE	Véhicule électrique
WTI	West Texas Intermediate

